

N° 4988<sup>9</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification de la loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL SUPERIEUR DES PERSONNES AGEES**

(14.5.2003)

**1. Champ d'application de la loi**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées peuvent comprendre l'argumentation de Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse de retirer du champ d'application les prestations fournies dans les foyers de jour spécialisés tout comme dans les centres d'accueil de jour et de nuit pour les séjours inférieurs à soixante jours. En effet, il faut considérer que toute prestation fournie par le Fonds national de solidarité requiert des démarches administratives très importantes.

Aussi beaucoup de citoyens âgés hésitent-ils à demander des aides sociales liées aux engagements prévus par la loi (hypothèque sur fortune immobilières etc.).

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées ont eu l'information que le Ministère de la Famille a envisagé la mise en place d'un autre dispositif d'aide financière, moins complexe et moins engageant, la „tarification sociale“.

Par analogie à ce qui se pratique déjà actuellement dans le domaine de l'aide et des soins à domicile l'Etat participerait aux charges incombant à l'usager en fonction de ses ressources régulières (attestées par certificat fiscal) et de ses obligations familiales (loyer, dettes, nombre de personnes composant le ménage ...).

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées peuvent se rallier à cette façon de faire, mais souhaitent que pour les foyers de jour spécialisés, pour le domaine de l'aide et soins à domicile et pour les séjours limités dans le temps dans les établissements médico-sociaux, le principe de la tarification sociale soit formellement ancré dans la loi.

**2. Terminologie**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées comprennent l'étonnement du Conseil d'Etat face au foisonnement de termes nouveaux proposés par les auteurs du projet de loi pour désigner des services divers destinés à accueillir de jour et de nuit des personnes âgées.

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées sont d'autre part conscients de l'évolution rapide des structures développées. Ils saluent cette évolution qui tient compte des besoins en mutation et qui contribue à proposer aux seniors dépendants des solutions alternatives aux placements institutionnels définitifs. La seule référence dans la loi aux CIPA et aux maisons de soins risquerait d'exclure des prestations y prévues des personnes accueillies pour des séjours forcément limités (unités de revalidation, lits de vacances, hospices, séjours d'orientation ...).

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées proposent de compléter la liste énumérée dans la loi de 1998 par le concept de „établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit“.

### **3. Contrôle – Qualité**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées soulignent avec force leur préoccupation d'imposer formellement aux services pour personnes âgées un système de gestion de la qualité des prestations proposées.

Pour ces raisons ils comprennent la proposition de Madame la Ministre de la Famille d'inscrire une disposition afférente dans le présent projet de loi. On peut suivre Madame la Ministre quand elle rappelle que la gestion de la qualité constitue un élément essentiel de l'accueil gérontologique et qu'elle sera financée en grande partie par le biais des ressources y liées.

Cela étant dit, les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées partagent la position du Conseil d'Etat en proposant soit d'inscrire cette disposition dans le cadre de la loi dite ASFT, soit d'en faire l'objet d'une loi particulière.

### **4. Montant immunisé pour les besoins personnels**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées saluent l'initiative de Madame la Ministre de la Famille d'augmenter le montant immunisable permettant à tout usager de faire face à ses besoins personnels („argent de poche“).

Ce montant est largement insuffisant, surtout quand l'usager est obligé de confier l'entretien de son linge personnel à une tierce personne. Néanmoins les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées tombent d'accord avec le Conseil d'Etat pour renoncer à l'idée d'introduire un soi-disant supplément mensuel de compétence individuelle. Ils proposent donc d'augmenter pour tout usager le montant de „l'argent de poche“ d'une somme équivalent au complément proposé.

### **5. Prestations à fournir obligatoirement dans le cadre du prix de pension de base**

La grande majorité des membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées s'accorde avec les auteurs du projet de loi pour définir l'ensemble des prestations dont les frais sont compris forfaitairement dans le prix de pension de base.

Des compléments ne sont justifiés que pour des prestations en rapport avec le confort ou les convenances personnelles de l'usager (p. ex. organisation de fêtes familiales, service en chambre sans nécessité de soins ...). Surtout des usagers à revenu faible risqueraient sinon de ne plus savoir faire face aux frais qui leur seraient mis en compte.

### **6. Immunisation des actifs successoraux dans l'intérêt des successeurs en ligne directe**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées plaident pour une harmonisation des situations (revenu minimum garanti) et approuvent la solution proposée par Madame la Ministre de la Famille.

### **7. Fixation du montant du complément pour les couples dont un des conjoints est accueilli en institution**

Les membres du Conseil Supérieur des Personnes Agées expriment leur satisfaction quant à la modification de cet article et sont en concordance avec le texte proposé par Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.